

Des élections sans passion ni vainqueur

Manque de confiance vis-à-vis de toute la classe politique, pessimisme, abstentionnisme massif et fin du bipartisme ont marqué les élections costaricaines de février dernier.

IVAN MOLINA JIMENEZ*

Le dimanche 3 février 2002 a eu lieu un événement sans précédent depuis 1932 dans l'histoire électorale du Costa Rica. Aucun des partis en lice n'a atteint, en ce jour d'élection, la proportion nécessaire de votes valides pour gagner la présidence (supérieur à 40 % selon la Constitution de 1949). Celui qui s'en est le plus approché est l'Unité sociale chrétienne (PUSC), qui a remporté 38,6 % des suffrages, suivi par Libération nationale (PLN), avec 31 % et par Action citoyenne (PAC) avec 26,2%. Dix organisations minoritaires se sont partagées les 4,2% restants. Les Costaricains sont tout de même allés voter au second tour, le 7 avril 2002, où a été élu président Abel Pacheco, candidat du PUSC.

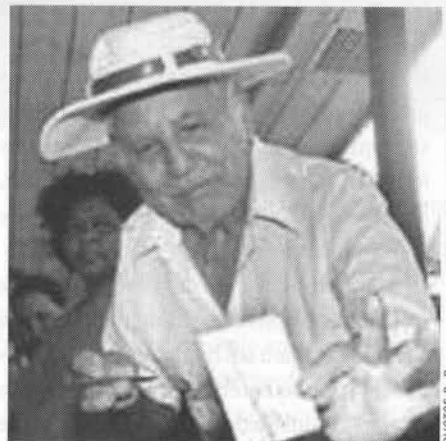
La campagne de 2001-2002 fut, sans aucun doute, historique à plusieurs niveaux. Pacheco a gagné sa candidature au PUSC malgré l'opposition de la majorité de son parti. Par ailleurs, le PLN a obtenu le plus bas score de toute son histoire. Et le système bipartite (PUSC et PLN), qui s'était formé au Costa Rica dans les années 1980, a été rompu par le PAC, organisation fondée en 2000 par Oton Solís, ex-député et ancien ministre du PLN.

Le succès du PAC, qui a reçu le soutien d'anciens sympathisants du PUSC et surtout du PLN, s'explique en partie par la virulence avec laquelle il a critiqué le bipartisme et sa politique néolibérale. Il a dénoncé la corruption et a prôné l'éthique comme base de la fonction publique. La désertion des anciens votants du PUSC et PLN qui a favorisé le PAC, a aussi bénéficié,



au niveau législatif, au mouvement libéral (ML), un regroupement identifié avec l'ultra-free-market, qui a gagné six sièges à l'assemblée législative. La révision des programmes électoraux du PUSC, du PLN et du PAC révèle plus de divergences de forme que de fond et ce malgré le fait que ces trois partis aient tenté de se différencier des programmes d'ajustement structurel appliqués par le passé.

Cette révision pose la question de savoir dans quelles mesures le PUSC au gouvernement, et les autres organisations de l'opposition, pourront résister aux pressions internes et externes de l'actuelle globalisation capitaliste. Ce qui ne laisse aucun doute, c'est que la situation politique sera plus complexe : le nouvel élu, en plus de ne pas compter avec le soutien de la majorité du PUSC, a, en 2002, un sérieux conflit avec l'un de ses vice-présidents. Et la composition de l'Assemblée législative, divisée en quatre groupes bien définis (PUSC, PLN, PAC et ML), laisse supposer de graves



problèmes gouvernementaux, personne n'ayant la majorité.

La désaffection des électeurs du PUSC et du PLN, dont le PAC a bénéficié et, à moindre titre, le ML, met en évidence un certain mécontentement qui, dans un autre sens, paraît exprimer aussi une baisse de la fréquentation des urnes. La proportion de Costaricains qui se sont abstenus, entre 1962 et 1994, a oscillé entre un minimum de 16,7% en 1970 et un maximum de 21,4% en 1982. L'abstention a atteint son sommet avec 30,9%. Et malgré le succès du PAC qui aurait pu stimuler la participation aux urnes, l'abstentionnisme a augmenté légèrement en 2002 avec 31,2%. Que cache ce mal-étre

électoral de la société costaricaine ?

Le Costa Rica, entre 1950 et 1978, s'est caractérisée par une diversification de ses exportations agricoles (en plus du café, banane, viande, sucre, et autres produits) et par une industrialisation de substitution des importations fortement contrôlées par le capital étranger, principalement nord-américain. Le changement économique a été stimulé par un Etat qui a connu un développement sans précédent (entre 1948 et 1980, une centaine de nouvelles institutions ont été créées), et dont les politiques en matières d'éducation, de santé, et de salaires ont amélioré les conditions de vie de la population et diminué le taux de pauvreté : la proportion de foyers pauvres est passée de 51 % à 25 % entre 1961 et 1977.

Le déséquilibre entre les dépenses chaque fois plus grandes de l'Etat costaricien et les recettes limitées, qui ont été compensées par l'argent de la dette extérieure, a été un des facteurs principaux qui a provoqué l'effondrement économique de 1980. La grave crise des années 1980-1982, qui a coïncidé avec le début de la « guerre de basse intensité » en Amérique centrale, a provoqué le remplacement du modèle économique de la période 1950-1978 par un autre basé sur l'affectation des exportations non traditionnelles à des marchés du tertiaire, sur le développement du tourisme, et sur l'attraction de l'industrie de haute technologie.

Promesses électorales et double langage

La transformation de l'économie lors des deux dernières décades du ^{xx} siècle, malgré la baisse de la pauvreté – environ 20 % des foyers entre 1994 et 2000 – a été traumatisante pour la majorité de la société. Les deux partis politiques majoritaires, Libération nationale (PLN) et l'Unité sociale chrétienne (PUSC), se rejoignent, depuis les années 1980, dans l'impulsion d'un agenda commun qui mêle la privatisation des activités de l'Etat les plus lucratives (assurances, banques, électricité, téléphonie, etc.) et la volonté de réduire les dépenses sociales et d'éliminer les « distorsions » liées aux subventions et aides octroyées aux petits producteurs agricoles face aux grands exportateurs et au

capitaux étrangers.

Les partis cités, conscients que leurs intérêts n'étaient pas partagés par l'ensemble de la société, ont commencé à tenir un double discours, surtout en période d'élections. La distance croissante entre les promesses de campagne et les politiques suivies fut le point de départ d'une crise de crédibilité, alimentée par de fréquentes accusations de corruption. Les dénonciations de telle nature comprennent détournements de fonds publics, trafics d'influence, députés qui légifèrent à leur convenance, et liens entre politiciens costaricains et les cartels colombiens et la mafia mexicaine.

Un avenir perçu comme incertain

Le désenchantement de la plupart des Costaricains, dans un contexte à l'intérieur duquel le changement économique et institutionnel a accru les incertitudes et intensifié la compétition entre entreprises ainsi que l'exploitation de la main-d'œuvre, s'est exprimé par un pessimisme à la fois généralisé et inégal. L'enquête d'opinion effectuée par l'Université du Costa Rica en 1996 a donné les résultats suivants : « *Peut-on avoir confiance en la justice ?* » 53 % des gens interviewés répondent oui. « *Les députés légifèrent-ils à leur convenance ?* » 76 % pensent que oui. « *La propagande du gouvernement trompe-t-elle le peuple ?* » 84 % sont d'accord. « *Les promesses de campagne sont-elles une escroquerie politique ?* » 88 % d'accord.

Le pessimisme l'emportait dans une enquête, en août 2001, selon laquelle la population ressentait avec préoccupation le coût élevé de la vie, le crime, la violence et le chômage et se sentait incertaine quant à son avenir. La majorité des personnes interrogées pense que la situation au Costa Rica est pire qu'en 2000 (51,5 %) et qu'elle va s'empirer en 2002 (52,7 %) ; alors que 73,8 % a estimé que sa situation personnelle et familiale était meilleure ou égale à celle de 2000, et 73,5 % a indiqué qu'elle s'améliorerait ou serait similaire en 2002. L'illusion et l'optimisme dans le domaine individuel et domestique contrastent avec le désenchantement et le manque de confiance dans le domaine social et public.

L'incertitude avec laquelle la société costaricaine envisage son avenir est, en partie, le reflet des pressions de la globalisation capitaliste en cours, qui tend à affaiblir ou éliminer nombreuses des fonctions essentielles qu'a rempli l'Etat, particulièrement après 1950, comme régulateur et stabilisateur social. En partie, effet de la transformation dans la culture et dans le mode de vie expérimentée par un pays rural et paysan qui s'est urbanisé de manière trop rapide et chaotique (en 2001, la population travaillant dans le secteur primaire de l'économie s'élevait à 15,7 %). En partie aussi, expression de la manière particulière dont s'est passé l'ajustement économique au Costa Rica à partir de la crise de 1980.

La démocratie d'un côté et les protestations de l'autre ont posé des limites institutionnelles et politiques à la profondeur et au rythme du projet néolibéral. Au début du ^{xx} siècle, il y a une égalité technique entre les forces qui le promeuvent et celles qui le combattent, une tension évidente dans l'affrontement qu'a provoqué l'essai avorté pour privatiser l'Institut d'électricité du Costa Rica (ICE) au début de 2000 (voir *Volcans*, n° 41). Quel sera le dénouement de cette situation, le prix à payer social et institutionnel et le chemin que choisira de suivre le pays ? La question est d'autant plus embarrassante qu'elle reste sans réponse.

La crise de crédibilité, le pessimisme et l'érosion des identités des partis à mesure que le PLN et le PUSC construisaient un programme commun (les critiques de ces organisations se réfèrent à elles comme le PLUJC) sont, de même que le phénomène PAC et la baisse de fréquentation des urnes, des indices d'une société en mutation, qui s'accroche à un passé en voie de disparition, sans trouver ni dans le présent ni dans le futur les certitudes et les garanties d'autrefois. Les Costaricains du début du ^{xxi} siècle ne peuvent plus imaginer une démocratie rurale et paysanne et ne disposent guère des moyens pour pouvoir le faire ; le vide correspondant a été remplacé par l'insécurité et le désenchantement. ■

* Professeur à l'Université du Costa Rica. Son dernier livre, publié en collaboration avec Fabrice E. Lehoucq s'intitule *Stuffing the Ballot Box. Fraud, Electoral and Democracy in Costa Rica*, New-York, Cambridge University Press, 2002.